

# Amazing Thailand : Fin ou transition de crise en Thaïlande ?

Paris, 6 janvier 2009  
Groupe d'étude de l'Observatoire Asie  
du Sud-est  
Sophie Boisseau du Rocher,  
Chercheur Asia Centre à Sciences Po

La troisième séance de l'Observatoire de l'Asie du Sud-est a traité de la Thaïlande, pays dont la situation politique s'est radicalement modifiée au cours des dix dernières années. Les participants se sont penchés sur la crise politique qui paralyse le pays depuis le coup d'État militaire de septembre 2006, afin d'en cerner les dynamiques et de dégager les tendances lourdes, non seulement pour le pays mais également pour la région : dans quelle mesure cette crise est-elle symptomatique d'une crise du politique en Asie du Sud-est ? Annonce-t-elle d'autres crises ailleurs dans la région ?

L'introduction de Sophie Boisseau du Rocher s'est attachée à dégager des questionnements généraux à partir de l'analyse du déroulement de cette crise à rebondissement pour une meilleure compréhension des enjeux et conséquences de celle-ci.

Six questions ouvertes se dégagent, touchant aux configurations politiques à venir et à l'action du nouveau gouvernement, dont la pérennité n'est pas assurée. Celui-ci est dirigé par Abhisit Vejjajiva (nommé le 12 décembre 2008), un personnage critiqué pour son manque de légitimité démocratique, d'expérience et de charisme :

- 1) Comment le roi se positionne-t-il face au danger qui semble planer sur la démocratie Thaïlandaise ? Selon certains observateurs, il pencherait plus pour une limitation de la démocratie.
- 2) Quel comportement attendre de la « société civile », non seulement dans les centres urbains mais aussi dans les campagnes ?
- 3) Quelles ambitions politiques prêter à l'armée ?
- 4) Quelles mesures économiques seront prises pour relancer l'économie du pays ? Le nouveau gouvernement présentera son budget le 20 janvier et Abhisit a évoqué le déblocage possible d'une enveloppe de 100 milliards de Baths.
- 5) Comment le gouvernement et l'armée comptent-ils résorber l'insécurité dans la pointe Sud du pays, source répétée d'instabilité ?
- 6) Quel impact la crise a-t-elle eu sur l'image de la Thaïlande et comment la crédibilité du pays peut-elle être restaurée sur la scène régionale et internationale ? Dans ce contexte, la tenue du sommet de l'ASEAN en mars 2009 à Bangkok (après sa première annulation en décembre), sous la présidence de la Thaïlande, pourrait se révéler cruciale.

## I. La crise politique

Tout d'abord, cette crise pose la question de la négociation d'un équilibre politique en Thaïlande. Cet équilibre doit s'opérer entre plusieurs paramètres : des acteurs traditionnels d'une part, comme la monarchie, la religion (le bouddhisme) et l'armée, des pesanteurs corporatistes d'autre part et une volonté de changement au sein de certaines couches de la population. Ceci revient à poser une question de fond : que signifie être citoyen aujourd'hui en Thaïlande ?

### a. Les acteurs de la crise

La lecture de la crise pour des observateurs étrangers se trouve compliquée par la difficulté de discerner les acteurs principaux et leurs motivations respectives. Le cas de l'armée est exemplaire : quelles sont les factions qui jouent un rôle dans le conflit actuel et quelles sont leurs ambitions politiques ? La période de 2006 à 2007 de gouvernement du pays par l'armée s'est soldée d'un cuisant échec sur tous les plans : la stabilité politique n'a pas été rétablie, la situation économique du pays s'est détériorée et la démocratie n'a été que partiellement restaurée.

#### - La monarchie et l'armée

Il convient de rappeler que le coup d'État de 2006 perpétré par l'armée thaïlandaise a été légitimé par décret royal. Il paraît dès lors opportun de s'interroger sur les liens que l'armée entretient encore aujourd'hui avec la monarchie. Ceci est d'autant plus nécessaire que la monarchie se trouve actuellement dans une position affaiblie : le roi Bhumibol Adulyadej est gravement malade et la question de sa succession se pose entre le prince héritier Maha Vajiralongkorn et sa sœur Siridorn. Or, le soutien de l'armée sera nécessaire pour asseoir le choix de l'héritier.

Quelles relations le futur dirigeant entretiendra-t-il avec l'armée ? Dans ce contexte, quelle influence réellement prêter à la figure du Général Prem Tinsulanonda, proche conseiller du roi et décrit dans les médias occidentaux comme un personnage incontournable ?

On peut trouver quelques éléments de réponse dans le budget qui lui est alloué. Après avoir été considérablement réduit depuis 1997 sous l'effet de la crise et des choix opérés sous le gouvernement Thaksin, celui-ci connaît une belle remontée. L'armée, frustrée par la perte de moyens et la peur qu'inspire la modernisation des armées des pays voisins (la Malaisie, le Viêt Nam, l'Indonésie et même le Myanmar ont tous procédé récemment à des achats conséquents) a le souci de redorer son blason. C'est aussi dans ce sens qu'il faut interpréter l'instrumentalisation d'éléments extérieurs au service d'un sentiment nationaliste (ex: conflit frontalier avec le Cambodge).

#### - Thaksin

Le troisième acteur central de la crise est l'ancien et très controversé Premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé le 19 septembre 2006 et poursuivi pour abus de pouvoir. Quelles intentions politiques lui prêter ? Souhaite-t-il revenir en Thaïlande pour renouer avec sa carrière politique et une telle chose serait-elle seulement possible ? Soupçonné d'essayer de se rapprocher du prince héritier et accusé de diriger dans l'ombre le gouvernement de Samak Sundaravej de janvier à septembre 2008, quel poids et quelle influence a-t-il encore aujourd'hui sur la vie politique thaïlandaise ?

Thaksin reste un personnage ambivalent : certes, les méthodes employées restent contestables mais force est d'admettre qu'il a eu l'audace de faire bouger les lignes de fonctionnement politique traditionnelle. Peut-on ou non le taxer de « populiste » ? Les mesures adoptées sous son mandat et ses formes d'expression et de communication politiques abondent plutôt dans ce sens : Thaksin a vidé de sa substance le débat démocratique. Que représente-t-il à présent pour la vie politique thaïlandaise ? Il est certes apparu comme un élément nouveau en 2001, mais son profil n'est pas si atypique qu'on aimerait le penser : il est un homme d'affaires puissant et s'est hissé au sommet de l'élite économique du pays. Mais il ne s'agit pas là de l'élite politique traditionnelle, mais bien plus de l'accession au pouvoir d'un entrepreneur offrant à des couches jusqu'à présent ignorées une plate-forme de représentation politique. De ce fait, l'arrivée au pouvoir de Thaksin semble être le produit de la rapide modernisation de l'économie du pays et de l'inégale répartition des richesses. Or, le dire populiste revient à considérer les campagnes comme un danger et non un enjeu politique. Ceci revient à s'interroger sur l'interchangeabilité du personnage et la portée de son mouvement : Thaksin pourrait-il être remplacé ?

#### - Le PAD

Face à la figure de Thaksin s'élève un groupe hétérogène, à la tête du mouvement de protestation : l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), mouvement qui a pris forme en 2004 et s'est structuré en février 2006, mais dont les acteurs et motivations sont difficiles à cerner. Les figures centrales de Sondhi Limthongkul, magnat de la presse et Chamlong Srimuang, figure politique, et leurs ambitions baignent de mystère. Le PAD n'ayant pas développé de programme, le mouvement a-t-il une véritable ambition politique ? Et quelle est sa réelle capacité d'influence sur la scène politique ? Cette opacité interdit toute analyse sur la possible manipulation de ce groupe par des personnages restant dans l'ombre. Qui finance le mouvement et à quelles fins ?

Des liens étroits entre des membres du nouveau gouvernement et de grandes compagnies sud-asiatiques laissent deviner une possible source de financement du mouvement PAD. Il est dans l'intérêt de ces grands groupes industriels de s'immiscer dans le jeu politique, car ce sont à partir de ces liens privilégiés qui ont pu bâtir leur fortune (ceci, soit par le biais de partis, soit au travers de la société civile).

- Les juges

Autre acteur important depuis dix ans : les juges. Ils ont joué un rôle particulier dans cette crise, ayant les premiers alertés l'opinion publique sur les dérives du système Thaksin. Ils se sont érigés en gardiens de la démocratie. L'évincement de Thaksin constitue clairement une victoire pour eux, victoire qui pourrait servir leurs intérêts.

### **b. Les caractéristiques de la crise**

Dans ce contexte d'évolution lente mais structurelle des fondements politiques, dans quelle mesure le modèle démocratique thaïlandais a-t-il été modifié et dans quel but? La nouvelle constitution promulguée en 2007 comprend plusieurs entraves au bon fonctionnement du système démocratique (un parti peut être dissout pour une faute commise par l'un de ses membres) et renforce le rôle de l'armée et des juges. Ces modifications à la constitution antérieure n'ont pas fait l'objet d'une analyse de la part d'experts extérieurs. Or, il serait judicieux de se pencher sur la substance et l'étendue des changements constitutionnels opérés. Doit-on comprendre ces changements comme l'affirmation d'un État de droit ou bien comme la mise en place d'outils anti-démocratiques au service de certains groupes, comme le « coup d'Etat judiciaire » de 2008 laisse à penser? Dans ce contexte, il convient de rester vigilant quant aux amendements prévus par le nouveau gouvernement.

Le déroulement de la crise, notamment en ce qui concerne la destitution répétée de gouvernements et l'inflation de l'action du PAD, semble mener vers un surenchérissement de la vie politique thaïlandaise et un déplacement du champ du rationnel à l'émotionnel. Une polarisation se dessine autour du personnage de Thaksin: on est soit contre, soit avec lui. La dissolution le 2 décembre 2008 du Parti du Pouvoir du Peuple et de deux autres formations vide de sens tout jeu politique électoral. Ce mouvement irrationnel ressemble de plus en plus à une fuite en avant dans un pays où la vie politique ne se résume plus qu'à une lutte entre des intérêts particuliers. Faudra-t-il dorénavant craindre à chaque nouvelle élection une dénonciation des résultats par des groupes d'intérêt?

La vie politique en Thaïlande est dominée par de grands clans familiaux, où le pouvoir est fonction de la fortune. Dans un tel système, une alliance « tout sauf Thaksin » est-elle tenable? D'autre part, doit-on s'attendre à un changement dans le degré de participation démocratique, notamment si le Parlement est nommé à 75% (scénario

considéré aujourd'hui par le pouvoir en place)? Si une telle limitation du droit de vote venait à avoir lieu, l'apparition d'un nouveau Thaksin serait fort probable. Un parallèle est suggéré entre le mouvement de protestation du PAD en 2008 et le mouvement de protestation étudiante de 1973. La comparaison est édifiante : alors que dans le second cas il s'agissait d'un mouvement contre le système, pour la démocratie, dans le premier cas il s'agit plutôt d'un mouvement contre la démocratie (malgré l'instrumentalisation de termes tels que « démocrate » de la part des acteurs) et pour le système en place.

Enfin, le biais du regard occidental est souligné : pourquoi ne pas voir dans les rebondissements politiques récents une preuve de vitalité de la démocratie thaïlandaise et non des dysfonctionnements? Il convient de souligner la difficulté de comprendre la crise politique en Thaïlande selon des grilles de compréhension occidentales. S'il est vrai que Thaksin jouit d'une grande popularité au sein des populations rurales du Nord de la Thaïlande, des études récentes mettent au jour un mécontentement à son égard au sein de certains villages de cette même région. De plus, la population rurale, bien qu'encore importante, est en net déclin (60 % de la population totale). On sous-estime le fait qu'une partie de l'électorat de Thaksin se trouve en milieu urbain, parmi les petits commerçants et travailleurs. Il faut souligner enfin que les résultats des élections de 2005 ont confirmé la position dominante des Démocrates dans le Sud du pays.

Pour finir, un aspect nouveau de la crise est son déroulement non-violent. Le Général Anupong Paochinda a refusé d'intervenir, même lorsque le PAD a occupé l'aéroport international de Suvarnabhumi. Cette non-intervention, comprise par beaucoup comme un soutien indirect de l'armée à la PAD, pose un précédent en Thaïlande. Dans ce contexte et en rappel de la séance précédente<sup>1</sup>, on peut se demander quelle perception l'armée a de l'opposition politique et de l'espace politique en général.

## **II. La crise économique**

La discussion est engagée et porte tout d'abord sur une dimension supplémentaire de la crise: le contexte économique. En effet, l'économie thaïlandaise où le tourisme occupe une place importante a été sévèrement affaiblie par la crise politique. Ceci est d'autant plus inquiétant que l'économie thaïlandaise commence seulement à encaisser les premiers chocs de la crise mondiale. De premières répercussions sont déjà observées dans le secteur de l'automobile. Or, si la solution à la crise financière de 1997, qui avait considérablement réduit la demande intérieure - jusqu'alors le moteur de l'économie - avait été de développer les exportations, une telle solution n'est plus envisageable aujourd'hui, les exportations étant le premier secteur à accuser le choc. En l'absence d'un gouvernement fort et volontariste, le pays court le risque de sombrer dans une profonde récession qui ne pourrait qu'aggraver l'instabilité politique. Quel impact aura la crise économique sur la société? Peut-on imaginer un exode en masse des villes aux

campagnes comme en 1997, une crise sociale profonde, l'expression politique d'un mécontentement généralisé ?

Pourtant, la Thaïlande est bien consciente des défis économiques à venir. On observe une crainte générale face à la nouvelle concurrence du Viêt Nam, dont l'avantage scientifique, hérité de la colonisation, est supérieur. Ces cinq dernières années, le Viêt Nam est devenu une destination privilégiée pour les Investissements Directs Etrangers, bénéficiant de sa proximité avec la Chine et de rendements élevés dus à la période de décollage économique.

Or, quel acteur politique parmi ceux évoqués pourrait efficacement répondre à la crise économique aujourd'hui ? De manière plus générale, quelles alternatives envisager à l'impasse dans laquelle le pays semble se trouver ? La monarchie est affaiblie et bien qu'elle joue un rôle en matière de politique économique (elle est présente dans les conseils d'administration des grandes entreprises publiques), elle ne semble pas susceptible d'assumer un tel rôle. L'armée non plus d'ailleurs après qu'on ait constaté l'impéritie de sa gestion économique en 2007 ; en outre, elle n'a pas de légitimité sur le plan institutionnel et international. La situation actuelle d'instabilité chronique n'est pas viable sur le long terme. Le retour à un mode de démocratie dirigée pas très éloigné de celui introduit par Thaksin n'apparaît plus comme un scénario catastrophe. Mais avec ou sans Thaksin ?

### **Conclusion**

Pour conclure, la discussion s'élargit aux répercussions régionales de la crise et aux risques de contagion de l'instabilité. Le rôle de deux acteurs principaux est évoqué : la Chine, dont on estime qu'elle souhaite avant tout un retour à la stabilité en Thaïlande, sous quelque forme que ce soit et les États Unis dont les intentions de la nouvelle Administration quant à la présence américaine dans la région sont encore inconnues. Mais surtout il est à craindre que les événements en Thaïlande (et la manipulation de l'intérêt collectif par des groupes particularistes) deviennent un cas d'école pour les pays voisins, source d'inspiration pour certains groupes afin de préserver leur pouvoir politique même au détriment du processus en cours de démocratisation.

Les thèmes abordés et interrogations soulevées lors de cette troisième séance s'inscrivent dans la continuité des séances précédentes et respectent les objectifs que le groupe a formulés. Il ressort de l'analyse de la crise politique en Thaïlande qu'il ne faut pas confondre stabilité politique et stabilité démocratique, la seconde nécessitant beaucoup plus de temps pour qu'un profond apprentissage des mécanismes démocratiques puisse avoir lieu. Or, le bras de fer politique qui paralyse la Thaïlande et polarise son environnement politique ne laisse rien présager de bon, ni pour l'avenir du pays, qui commence tout juste à être affecté par la crise économique mondiale, ni pour la région, où les événements qui se sont déroulés en Thaïlande risquent de devenir un précédent fort dommageable.